



Recueil de la jurisprudence

Arrêt de la Cour (neuvième chambre) du 7 février 2013 – Commission / Belgique

(affaire C-122/11)

«Manquement d'État — Règlement (CE) n° 883/2004 — Coordination des systèmes de sécurité sociale — Réglementation nationale s'opposant à l'indexation, pour la période allant jusqu'au 1^{er} août 2004, des pensions des ressortissants d'un État membre n'ayant pas conclu un accord de réciprocité ou ne satisfaisant pas à la condition de résidence dans l'Union européenne — Résidence dans un État tiers — Violation du principe de non-discrimination fondée sur la nationalité — Irrecevabilité»

1. *Recours en manquement — Objet du litige — Requête introductive d'instance — Énoncé cohérent et détaillé des griefs — Défaut — Irrecevabilité (Art. 258 TFUE) (cf. point 35)*
2. *Recours en manquement — Examen du bien-fondé par la Cour — Situation à prendre en considération — Situation à l'expiration du délai fixé par l'avis motivé — Avis motivé complémentaire — Prise en compte du délai fixé par celui-ci (Art. 258 TFUE) (cf. point 36)*

Objet

Manquement d'État – Violation des articles 4 et 7 du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil, du 29 avril 2004, sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (JO L 166, p. 1, rectificatif JO L 200, p. 1) ainsi que des articles 18 et 45 TFUE – Réglementation nationale s'opposant à l'indexation, pour la période allant jusqu'au 1^{er} août 2004, des pensions des ressortissants d'un État membre n'ayant pas conclu un accord de réciprocité ou ne satisfaisant pas à la condition de résidence dans l'Union européenne – Résidence dans un État tiers – Violation du principe de non-discrimination fondée sur la nationalité – Absence de justifications.

Dispositif

- 1) Le recours est rejeté comme irrecevable.
- 2) La Commission européenne est condamnée aux dépens.

- 3) La République hellénique supporte ses propres dépens.